

Questions orales

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

LA REPRÉSENTATION INSUFFISANTE DES TRAVAILLEURS, DES CONSOMMATEURS ET DES UNIVERSITAIRES À LA CONFÉRENCE ORGANISÉE PAR LE CONSEIL ÉCONOMIQUE

M. David Orlikow (Winnipeg-Nord): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre des Finances. Quelqu'un a-t-il attiré son attention sur des plaintes voulant qu'il n'y ait pas eu un nombre suffisant de représentants des groupements de travailleurs, de consommateurs et d'universitaires à la conférence économique nationale organisée par le Conseil économique du Canada et, dans l'affirmative, le ministre a-t-il l'intention de discuter de ces plaintes avec le président du Conseil économique?

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, j'ai lu ce qu'on a écrit à propos de ces plaintes tout comme l'honorable représentant. Je ne peux que lui répondre que cette conférence a été organisée par le Conseil économique du Canada et non par le gouvernement.

M. Orlikow: Le ministre serait-il disposé à discuter avec le président du Conseil économique de la plainte voulant que pratiquement tous les documents d'étude présentés à la conférence aient été préparés par un groupe formé à peu près uniquement de représentants de l'industrie alors que ceux des autres groupements n'ont pratiquement pas eu l'occasion avant leur présentation à la conférence de les consulter afin de préparer des critiques?

M. Turner (Ottawa-Carleton): Je vais porter les remarques du député à l'attention du président. J'aimerais toutefois lui rappeler que le Conseil économique du Canada est un organisme indépendant du gouvernement et que le tiers de ses membres est recruté dans le monde du travail.

M. l'Orateur: J'aimerais attirer l'attention des deux députés sur le fait que la période des questions touche presque à sa fin; j'espère donc qu'ils limiteront le nombre de supplémentaires. Je compte sur la collaboration des députés et je vais essayer d'accorder la parole au plus grand nombre possible de députés avant la fin. Je donne la parole au député de Winnipeg-Nord pour une question supplémentaire.

M. Orlikow: Ma question est très simple. Le ministre pourrait-il s'entretenir avec le président du Conseil économique de la possibilité que les représentants syndicaux qui font partie du Conseil économique envisagent de se retirer de celui-ci si on continue à agir de la sorte?

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LA RUMEUR DE REPRÉSAILLES AMÉRICAINES À L'ENDROIT DU CANADA À LA SUITE DE LA CONDAMNATION DES BOMBARDEMENTS DU VIETNAM DU NORD

M. Allan B. McKinnon (Victoria): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Peut-il nous dire si l'hiver dernier, les États-Unis se sont livrés à des représailles diplomatiques à

[M. Gillespie.]

l'encontre du Canada à la suite de notre condamnation de leurs bombardements du Vietnam du Nord en décembre?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Pas que je sache monsieur l'Orateur.

M. McKinnon: Le ministre est-il au courant du fait qu'en janvier et février les diplomates canadiens ont été avisés par le département d'État américain qu'ils ne seraient reçus par aucun dignitaire plus élevé dans la hiérarchie que l'agent des affaires canadiennes?

M. l'Orateur: Cette question devrait être inscrite au *Feuilleton*.

* * *

[Français]

LA MAIN-D'ŒUVRE

MESURES AUTRES QUE LES INITIATIVES LOCALES ET PERSPECTIVES-JEUNESSE POUR COMBATTRE LE CHÔMAGE

M. Henry Latulippe (Compton): Monsieur le président, je désire poser une question à l'honorable ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration.

Vu que le gouvernement semble se désintéresser de plus en plus des projets d'initiatives locales et de Perspectives-Jeunesse, le ministre dirait-il s'il considère l'utilisation d'autres moyens d'aider les Canadiens à combattre le chômage? Dans l'affirmative, aurait-il l'obligeance de décrire ce qu'il a l'intention de faire?

M. l'Orateur: Je pense que l'honorable député invite le ministre à faire une déclaration générale, laquelle devrait normalement être faite à la Chambre, à l'appel des motions.

* * *

[Traduction]

LES TRANSPORTS AÉRIENS

LE PROJET DE TAXE D'EMBARQUEMENT—LES PROPOS DU DIRECTEUR DE L'ASSOCIATION

M. Don Mazankowski (Vegreville): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Transports. Vu la déclaration du directeur général de l'Association du transport aérien international, selon laquelle l'application de la taxe d'embarquement aux usagers des services aériens internationaux soulèverait de nombreuses difficultés, puis-je demander au ministre des Transports s'il a étudié ces problèmes avant de faire sa déclaration? De plus, a-t-on discuté la taxe proposée avec les représentants de l'Association internationale des transports aériens?

● (1550)

L'hon. Jean Marchand (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, notre ministère tient actuellement des discussions avec les lignes aériennes pour voir quel genre de difficultés administratives pourraient être soulevées. Je n'ai pas reçu de rapport. Comme l'indique un communiqué de presse, nous avons fixé la date du 1^{er} janvier, mais nous avons dit que si l'on ne pouvait en arriver à des accords administratifs, il pourrait y avoir un certain retard.